

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**SIXIÈME COMMISSION, 890<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Vendredi 3 décembre 1965,  
à 15 h 30

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

Points 90 et 94 de l'ordre du jour:

Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (*suite*):

a) Rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats;

b) Etude des principes énumérés dans le paragraphe 5 de la résolution 1966 (XVIII) de l'Assemblée générale; 321

c) Rapport du Secrétaire général sur les méthodes d'établissement des faits . . . .

Respect par les Etats Membres des principes concernant la souveraineté des Etats, leur intégrité territoriale, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le règlement pacifique des différends et la condamnation des activités subversives (*suite*) . . .

*Président: M. Abdullah EL-ERIAN*  
(République arabe unie).

**POINTS 90 ET 94 DE L'ORDRE DU JOUR**

Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (*suite*) [A/5725 et Add.1 à 7, A/5763, A/5865; A/C.6/L.537/Rev.1 et Add.1, A/C.6/L.574 à L.577/Rev.1, L.578];

a) Rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (A/5746);

b) Etude des principes énumérés dans le paragraphe 5 de la résolution 1966 (XVIII) de l'Assemblée générale;

c) Rapport du Secrétaire général sur les méthodes d'établissement des faits (A/5694)

Respect par les Etats Membres des principes concernant la souveraineté des Etats, leur intégrité territoriale, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le règlement pacifique des différends et la condamnation des activités subversives (*suite*) [A/5757 et Add.1, A/5937]

*En l'absence du Président, M. Flitan (Roumanie), vice-président, prend la présidence.*

1. M. ORSO (Mongolie) souligne combien les sept principes à l'examen, et notamment les quatre premiers, ont d'importance pour l'établissement de relations pacifiques entre les Etats. Ces principes

sont l'expression même de la volonté des peuples du monde de vivre en paix, et c'est pourquoi on les retrouve dans de nombreux traités, dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration adoptée par la Conférence des pays d'Afrique et d'Asie, tenue à Bandoung en 1955, la Déclaration adoptée par la première Conférence des chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés tenue à Belgrade, en 1961, et celle adoptée par la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés, tenue au Caire en 1964. Les pays socialistes s'efforcent pour leur part de les appliquer fidèlement dans leurs relations les uns avec les autres et avec le reste du monde.

2. La violation de ces principes provoque au contraire des conflits, et notamment des conflits militaires, qui sont lourds de conséquences pour l'humanité. C'est ainsi que la politique agressive des Etats-Unis d'Amérique contribue, en troublant la paix et en intensifiant la course aux armements nucléaires, à mettre en danger les générations futures. Qu'il s'agisse d'agression contre le peuple vietnamien ou d'ingérence armée dans les affaires de la République Dominicaine, cette politique est une violation flagrante des principes mêmes de la Charte que la Commission est appelée à examiner. D'une façon générale, d'ailleurs, les forces de l'impérialisme et du colonialisme ne cessent de soumettre les nouveaux Etats d'Afrique et d'Asie à des pressions de toutes sortes, dans l'espoir de restaurer leur domination. C'est pourquoi il est si important de chercher à formuler lesdits principes sous la forme d'une déclaration unique, où seraient établies des normes dont l'observation obligatoire par tous les Etats serait la base des relations amicales et pacifiques entre les pays.

3. Bien que la session de Mexico du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats n'ait pas donné tous les résultats qu'on aurait pu en espérer, elle a néanmoins permis d'exprimer un grand nombre de vues différentes et de faire des propositions concrètes qui seront incontestablement utiles pour le développement et la cristallisation de ces principes et la recherche d'une formule générale. N'ayant pas participé aux travaux du Comité spécial, la délégation mongole voudrait à son tour exprimer son opinion sur plusieurs aspects des principes à l'examen.

4. Le principe que les Etats s'abstiennent dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies, traduit le fait que dans le monde actuel il n'est plus possible de reconnaître

la moindre ombre de légalité à la guerre d'agression; celle-ci a été condamnée par la Charte et par d'autres textes de droit international et qualifiée de crime international par le statut et le jugement du Tribunal de Nuremberg<sup>1/</sup>, en reconnaissance de principes qui ont été confirmés ensuite par l'Assemblée générale dans sa résolution 95 (I). Ce principe doit donc figurer dans un document de droit international qui en consacre l'acceptation générale, et il est regrettable qu'à Mexico l'accord qui était près de se faire à son sujet ait échoué sur des divergences de vues touchant l'interprétation du terme "force". La délégation mongole, pour sa part, s'associe aux vues des délégations qui ont proposé de stipuler que ce terme doit s'entendre, outre de la force armée, des autres formes de pression qui ont pour objet de menacer l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Etat. Elle estime également, comme la délégation tchécoslovaque, que l'interdiction de recourir à la force ne porte pas atteinte au droit de légitime défense des nations contre la domination coloniale, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination. Cette position, conforme à l'esprit et aux objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ne se heurte à aucun principe du droit international.

5. Le principe que les Etats règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger, revêt une importance particulière à une époque où les belligérants ont les moyens d'anéantir le monde, et où le refus d'une solution pacifique ne cesse d'engendrer des tensions multiples. L'Article 33 de la Charte énumère les moyens pacifiques de règlement des différends. L'un des plus anciens, qui a fait maintes fois ses preuves, est la négociation directe entre les parties intéressées. Non qu'il faille pour autant exclure les autres moyens, mais l'essentiel est que les parties opposées soient libres de choisir le moyen de règlement de leur différend et que, quel que soit le moyen adopté, le principe de l'égalité entre les parties soit strictement observé.

6. Au sujet du devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat conformément à la Charte, les délégations de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, du Mexique, du Ghana et de l'Inde ont fait, à Mexico, des propositions constructives (voir A/5746, par. 203, 204, 208 et 209). La délégation mongole, convaincue pour sa part qu'aucun Etat n'a le droit d'intervenir directement ou indirectement dans les affaires d'un autre Etat et notamment d'enfreindre le droit de cet Etat de choisir librement la structure politique, économique et sociale qui répond le mieux à ses besoins, se félicite de l'heureuse initiative de la délégation soviétique, qui a proposé à l'Assemblée générale un projet de résolution sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté (voir A/5977).

7. M. Orso est heureux qu'un accord partiel ait pu se faire à Mexico sur le principe de l'égalité souve-

raïne des Etats, mais, selon lui, ce principe devrait également inclure le droit de tout Etat de participer à la solution des problèmes internationaux et, partant, celui d'adhérer aux organisations internationales ou de devenir partie aux traités multilatéraux qui touchent à ses intérêts légitimes. Aucune raison, qu'elle soit de nature politique, sociale, économique, géographique ou autre, ne doit pouvoir être alléguée pour restreindre la capacité d'un Etat de déterminer sa propre politique, d'agir et d'assumer des obligations en qualité de membre égal de la communauté internationale.

8. Passant aux trois principes énoncés au paragraphe 5 de la résolution 1966 (XVIII), le représentant de la Mongolie déclare que le premier, qui proclame le devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres, conformément à la Charte, découle directement du droit de tout Etat de participer sur un pied d'égalité à la discussion et au règlement des questions internationales. Ce devoir est l'un des fondements mêmes sur lesquels repose l'Organisation des Nations Unies et il est indispensable à la réalisation de ses objectifs; il a été réaffirmé à plusieurs reprises, notamment dans la Déclaration de Bandoung. Il est également indiscutable que, si l'on veut traduire dans la réalité le principe de l'égalité souveraine des Etats, le devoir de coopérer doit s'étendre au domaine économique. Cette nécessité a été maintes fois proclamée lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

9. Le deuxième principe, déjà énoncé dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, renferme deux concepts. Celui de l'égalité des droits des peuples découle tout naturellement du principe de l'égalité souveraine des Etats et tous les Etats se doivent de proclamer qu'ils le reconnaissent en droit. Le concept de l'autodétermination, que la délégation mongole appuie sans réserve, revêt une importance particulière pour la génération qui a eu l'honneur de mettre fin à l'ère honteuse du colonialisme et qui s'efforce d'en effacer les stigmates en reconnaissant le droit qu'ont tous les peuples de se donner le système politique ou économique de leur choix.

10. Enfin, le principe que les Etats remplissent de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées conformément à la Charte dans le cadre d'accords internationaux fondés sur le libre consentement des parties intéressées permettra, s'il est strictement observé, d'asseoir sur des fondations solides la confiance réciproque nécessaire aux relations amicales entre Etats. Il va de soi néanmoins qu'un traité imposé par la force à un Etat ne peut pas créer pour lui d'obligations et que celui-ci a le droit de le dénoncer.

11. L'élaboration d'un projet de déclaration sur ces trois principes, ainsi que sur ceux des principes énoncés au paragraphe 3 de la résolution 1815 (XVII) de l'Assemblée générale sur lesquels l'accord ne s'est pas encore fait, pourrait être confiée au nouveau comité spécial qui sera constitué et qui, M. Orso l'espère, représentera plus fidèlement que le Comité de Mexico la diversité des systèmes et des traditions juridiques.

<sup>1/</sup> Voir Le statut et le jugement du Tribunal de Nuremberg (publication des Nations Unies, numéro de vente: 49.V.7).

12. La délégation mongole se réserve le droit d'intervenir ultérieurement sur les quatre projets de résolution (A/C.6/L.575, L.576, L.577/Rev.1 et L.578) qui ont été présentés, tout en formulant l'espoir que les consultations en cours entre leurs auteurs respectifs aboutiront à la rédaction d'un texte unique.

13. M. SINCLAIR (Royaume-Uni) souhaite présenter les vues préliminaires de sa délégation sur les trois principes énoncés au paragraphe 5 du dispositif de la résolution 1966 (XVIII) de l'Assemblée générale.

14. Le devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres se trouve énoncé dans plusieurs dispositions de la Charte. M. Sinclair cite notamment le paragraphe 3 de l'Article premier, qu'il rapproche des dispositions du Chapitre IX et notamment des Articles 55 et 56. Les modalités de la coopération internationale dans les divers domaines — économique, social, culturel et humanitaire — sont également précisées dans la Charte elle-même et se sont développées par la pratique de l'Organisation des Nations Unies et des diverses institutions spécialisées mentionnées à l'Article 57 de la Charte. On peut même dire que le concept de coopération, auquel l'interdépendance croissante du monde donne une importance de plus en plus grande, a dominé l'histoire de l'ONU et des institutions spécialisées. C'est ainsi que l'Assemblée générale, dans le cadre du rôle que lui confèrent les Articles 11 et 13 de la Charte, a réussi à mettre au point de nouveaux instruments et de nouveaux dispositifs pour la réalisation des objectifs définis au paragraphe 3 de l'Article premier de la Charte. Le représentant du Royaume-Uni évoque à ce propos la Déclaration universelle des droits de l'homme et les travaux de la Commission des droits de l'homme en vue de la rédaction de projets de pactes relatifs aux droits de l'homme. Cependant, comme la Charte forme un tout indivisible, le devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres conformément à cet instrument et le rôle des Nations Unies et de leurs différents organes dans ce domaine doivent s'entendre compte tenu des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, où il est stipulé que les Nations Unies ne sont pas autorisées à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat.

15. Le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples a une portée universelle. En recommandant l'adoption du paragraphe qui devait devenir le paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte, le Comité I de la Commission I de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale a déclaré qu'à son sens le principe de l'égalité de droits des peuples et celui de l'autodétermination sont deux éléments complémentaires d'une même norme de conduite; que le respect de ce principe est la base du développement des relations amicales et constitue l'une des mesures propres à renforcer la paix universelle; qu'un des éléments essentiels du principe en question est l'expression libre et authentique de la volonté du peuple.

16. La délégation britannique a déjà clairement exprimé ses vues sur le sens et la portée de ce principe dans les commentaires reproduits dans

le document A/5725/Add.4. Le concept d'autodétermination présente des difficultés certaines dès lors qu'on l'envisage comme principe universel, mais ce n'est qu'en tant que principe universel qu'on peut en dégager le sens réel.

17. Sous sa forme actuelle, la doctrine du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes remonte aux idées du président Wilson. Il s'agissait dans son esprit de tenir compte des aspirations et des vœux des peuples intéressés avant de procéder à des remaniements territoriaux, au lieu de transférer peuples et provinces d'un souverain à l'autre, comme des objets de propriété. Cette idée reste au cœur du principe de l'autodétermination; elle a conservé toute son actualité et a continué d'influer sur la pratique internationale, qu'il se soit agi, par exemple, de déterminer les attaches nationales de certains anciens territoires africains sous tutelle ou de s'assurer des intentions des populations du Sarawak et du Bornéo septentrional avant que ces territoires n'adhèrent à la Fédération de Malaisie.

18. Cela dit, que faut-il entendre par "peuple"? C'est là la principale difficulté que la Commission devra surmonter en formulant le principe de l'autodétermination. Dans le contexte de la Charte, le terme vise essentiellement ceux qui sont organisés de telle manière qu'ils constituent un Etat dans le territoire qu'ils occupent. Cela ressort clairement du préambule qui déclare que la Charte a été conclue au nom des "peuples des Nations Unies". On doit certes reconnaître que, même si le principe de l'autodétermination des peuples s'applique essentiellement à l'autodétermination des Etats indépendants, il va, en fait, plus loin. Mais jusqu'où va-t-il plus loin et quel est le groupe ou l'unité sociale que l'on peut considérer comme constituant un "peuple" à cette fin?

19. La délégation britannique ne croit pas que le principe de l'autodétermination ait été destiné à former une base sur laquelle des provinces ou d'autres parties d'Etats indépendants puissent se fonder pour revendiquer un droit à la sécession. Elle ne croit pas non plus, toutefois, que l'on puisse l'invoquer comme motif pour méconnaître les droits et intérêts des minorités. D'autre part, le Chapitre XI de la Charte met nettement l'accent sur le fait, presque universellement accepté, que le principe s'applique aux peuples des territoires non autonomes visés par ledit chapitre.

20. Selon M. Sinclair, la Sixième Commission et le Comité spécial agiraient judicieusement en concentrant leur attention sur le problème qu'il vient d'évoquer et en s'efforçant de cerner les limites dans lesquelles le principe de l'autodétermination, conçu en tant que principe universel, peut jouer, car, comme l'a souligné Charles De Visscher: "Appliquée sans discernement, l'autodétermination conduirait à l'anarchie<sup>2/</sup>." Et si Alf Ross a pu définir l'autodétermination comme le "droit pour un peuple ou un groupe (dans un sens sociologique ou ethnographique) de déterminer l'indépendance nationale du territoire qu'il habite", il s'est cru tenu

<sup>2/</sup> *Théories et réalités en droit international public*, Paris, A. Pedone, édit. 1953, p. 160.

toutefois d'ajouter qu' "il est presque impossible de définir par un critère précis ou rationnelle le groupe auquel ce droit doit appartenir..."<sup>3/</sup>. Au demeurant, la délégation britannique est fermement convaincue que le principe de l'égalité de droits et de l'auto-détermination des peuples est la pierre angulaire de la Charte. Elle considère également comme un élément essentiel de ce principe la doctrine selon laquelle les vœux des peuples doivent compter avant tout dans la détermination ultime de leur statut. La pratique suivie par le Royaume-Uni, qui consiste à donner aux peuples des territoires non autonomes la liberté de choisir la manière dont ils orienteront leur avenir, est fondée sur ce critère et sur les principes de la consultation et du consentement. Ce sont les principes qui lui ont permis, en moins de 20 ans, d'amener 26 nations à l'indépendance. Le Royaume-Uni s'y conformera sans défaillir pour régler ses quelques problèmes coloniaux non encore résolus.

21. Le principe de la bonne foi peut être considéré comme énonçant une vérité évidente. La Sixième Commission n'a pas besoin d'appeler l'attention sur le fait que la règle *pacta sunt servanda* est le fondement même du droit des traités. Les auteurs de la Charte ont néanmoins jugé utile d'énoncer expressément ce principe, sans nul doute pour bien souligner que les avantages qu'un Etat peut retirer de son appartenance à l'Organisation entraînent, en contrepartie, certaines obligations et responsabilités. Il ressort du principe tel qu'il est exprimé dans la Charte que les Etats Membres ne peuvent assumer certaines obligations résultant de leur qualité d'Etat Membre et prétendre dans le même temps être dégagés de certaines autres. Un autre corollaire du concept, c'est que tous les Etats Membres doivent remplir leurs obligations si l'on veut que l'Organisation donne pleinement sa mesure.

22. M. Sinclair rappelle que l'expression "de bonne foi" avait été incorporée dans le texte adopté à Dumbarton Oaks sur les instances de la délégation colombienne, qui jugeait opportun de souligner qu'il s'agissait là d'un des principes essentiels sur lesquels la nouvelle organisation était fondée, étant donné que la mauvaise foi avait été la base de la conduite adoptée par les Etats qui avaient plongé le monde dans deux guerres mondiales. Nul ne trouverait à redire à cette analyse et il est effectivement important de souligner les éléments positifs inhérents au concept de la bonne foi. Le fait que ce concept fait maintenant partie du droit général des gens, et qu'il sert notamment de guide à l'interprétation des traités, a été confirmé par les articles 55 et 69 du projet d'articles sur le droit des traités rédigés par la Commission du droit international. Dans son commentaire à l'article 55<sup>4/</sup>, ladite commission a cité de nombreux précédents, puisés dans la jurisprudence des tribunaux internationaux, à l'appui de la thèse selon laquelle le principe de la bonne foi fait partie intégrante de la règle *pacta sunt servanda*.

<sup>3/</sup> Constitution of the United Nations, New York, Rinehart and Company, 1950, p. 135.

<sup>4/</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément No 9, p. 5.

23. Passant ensuite aux divers projets de résolution dont la Commission est saisie, M. Sinclair note que le projet de résolution dont sa délégation est coauteur (A/C.6/L.575) a fait l'objet de certaines critiques. On a déclaré notamment que la question de savoir si la composition du Comité spécial devrait être maintenue telle quelle ou devrait être modifiée ne saurait être déterminée par des seules considérations de commodité. Les auteurs de ce projet de résolution ont d'autres raisons de souhaiter que le Comité spécial soit maintenu dans sa composition actuelle. Nombre de membres de la Commission estiment que les travaux du Comité spécial doivent viser à élaborer un projet de résolution ou de déclaration de fond qui puisse être adopté par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session. La délégation britannique réserve sa position quant à la forme à donner aux résultats de ces travaux. Elle tient toutefois à ce que ces travaux se poursuivent le plus rapidement possible. C'est pourquoi elle s'est efforcée, dans le projet de résolution qu'elle a présenté avec d'autres délégations, de tirer parti des progrès accomplis à Mexico et de créer les conditions requises pour que les travaux déjà entrepris puissent être rapidement achevés. D'aucuns ont dit des résultats de la session de Mexico qu'ils constituaient "la première brique" de l'édifice. S'il en est ainsi, il ne serait guère avisé de changer le maçon. Lorsqu'on a posé des fondations, il faut bâtir par-dessus.

24. Cela dit, la délégation britannique éprouve quelques doutes à l'égard de certains aspects des deux autres projets de résolution dont la Commission est saisie (A/C.6/L.576 et L.577/Rev.1). Ils méconnaissent tous deux les importants éléments de progrès et d'accord auxquels le Comité spécial est parvenu. Ils partent tous deux de l'hypothèse que la composition du Comité spécial doit être radicalement changée. Certains auteurs du projet de résolution A/C.6/L.577/Rev.1 ont déclaré que leur intention, encore qu'elle ne se trouve guère reflétée dans le texte, serait non que le Comité spécial soit entièrement remanié, mais qu'il soit simplement élargi. M. Sinclair formule le vœu qu'en temps voulu les auteurs des divers projets dont la Commission est saisie donnent des éclaircissements sur ce point.

25. On a également déploré la portée limitée des textes sur lesquels l'accord s'est fait soit à Mexico, soit par la suite. Les résultats des travaux du Comité sont certes loin d'être entièrement satisfaisants. Mais M. Sinclair souligne que la Commission doit se donner pour but de chercher à trouver et à établir des points d'accord plutôt que des points de désaccord, en veillant toutefois à ne pas compromettre les progrès déjà accomplis.

26. M. ALVARADO (Venezuela), présentant le projet de résolution A/C.6/L.578 au nom des divers auteurs, dit que ceux-ci ont cherché à assurer le développement progressif des principes dont la Commission est saisie, lequel est déjà en bonne voie. La Commission a dépassé le stade préliminaire de ses travaux, avec l'adoption de la résolution 1815 (XVII) de l'Assemblée générale. A cette première étape, l'Assemblée générale a exposé les raisons pour lesquelles elle a jugé bon d'entreprendre l'étude de sept principes du droit international touchant les

relations amicales et la coopération entre les Etats, en vue de leur développement progressif et de leur codification. Il n'est donc plus nécessaire de répéter ces raisons, ni de justifier les travaux de la Commission. Aussi, le préambule du projet de résolution A/C.6/L.578 se borne-t-il à rappeler les résolutions 1815 (XVII) et 1966 (XVIII). D'autre part, il est évident qu'il fallait y mentionner les travaux accomplis par le Comité spécial et le rapport qu'il a soumis.

27. Le paragraphe 1 du dispositif prend note du rapport du Comité spécial. Le paragraphe 2 décide de maintenir le Comité spécial en fonction, avec sa composition actuelle. Tous les membres de la Commission sont d'accord pour maintenir le Comité spécial en fonction, mais c'est sur sa composition que les divergences se font jour. La position des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.578 en la matière s'explique par des raisons d'ordre pratique. La clôture de l'Assemblée générale approche et il est douteux, compte tenu du temps limité dont la Commission dispose, qu'elle puisse parvenir à s'entendre sur une composition nouvelle. L'élargissement du Comité poserait également certains problèmes et M. Alvarado rappelle à ce propos que, s'il se compose de 27 membres, ce qui est déjà beaucoup puisque avant l'adoption de la résolution 1966 (XVIII) un chiffre bien inférieur avait été envisagé, c'est à cause des difficultés que le choix de ses membres a soulevées. Les auteurs du projet de résolution A/C.6/L.578 sont donc partisans du maintien de la composition actuelle, d'autant que ceux qui ont participé à la session de Mexico y ont acquis une expérience précieuse.

28. Le paragraphe 3 souligne l'idée capitale qu'une étape a été franchie et qu'il faut poursuivre dans la voie où l'on s'est engagé. Il indique donc qu'il faut continuer à étudier les quatre principes, sans donner à penser ni que le Comité spécial n'a abouti à rien, ni qu'il a déjà obtenu des résultats importants, car ce ne serait vrai ni dans un cas ni dans l'autre.

29. Les trois derniers paragraphes ont trait à des questions de pure procédure sur lesquelles l'accord est général.

30. Les coauteurs du projet de résolution A/C.6/L.578 se sont abstenus de prendre position sur la question de l'opportunité d'une déclaration parce qu'ils estiment qu'il est encore trop tôt pour se prononcer sur ce point. Nul ne peut savoir quelle sera l'issue des travaux du Comité spécial et il est préférable de laisser à l'Assemblée générale le soin de trancher la question, une fois qu'elle aura été saisie du rapport du Comité.

*M. El-Erian (République arabe unie) prend la présidence.*

31. M. MELO (Chili), annonçant que sa délégation a décidé de se joindre aux auteurs de la résolution A/C.6/L.578, tient à expliquer les raisons d'une décision en apparence tardive. La délégation chilienne a participé dès le début à la mise au point de ce projet de résolution mais elle n'a pas approuvé le libellé du paragraphe 2 du dispositif relatif à la composition du Comité spécial, qui, selon elle, est trop rigide. M. Melo a déjà eu l'occasion de dire (885ème séance) que, tout en étant favorable au maintien en fonction du Comité spécial pour mettre à profit l'expérience qu'il avait acquise, il estimait que la composition du Comité n'était pas équilibrée et qu'il fallait l'élargir de telle manière qu'une représentation proportionnelle plus adéquate des Etats Membres de l'Organisation soit assurée au sein de cet organe.

32. Cette explication donnée, la délégation chilienne demande à figurer au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.578, mais elle se réserve le droit de chercher à élargir la composition du Comité en y ajoutant un petit nombre de membres.

La séance est levée à 16 h 40.